Le 15 février 2012

**Synthèse des**

**Prévisions du Budget Economique**

**et des perspectives à l’horizon 2015**

Le Haut Commissariat au Plan a élaboré le budget économique prévisionnel 2012 qui présente une estimation de la croissance économique nationale en 2011, ainsi qu’une révision des perspectives pour l’année en cours. Il a également élaboré les perspectives économiques à l’horizon 2015 qui ont focalisé sur la soutenabilité des équilibres internes et externes de notre pays.

Les prévisions de ce budget économique se basent sur un ensemble d’hypothèses ayant trait à l’évolution de l’environnement international et à la situation économique intérieure. Ainsi, la demande mondiale adressée au Maroc serait en ralentissement en 2012 et n’augmenterait que de 2,1% au lieu de 5,6% en 2011. Le cours moyen de pétrole est prévu à 99 dollars/baril au lieu de 104,2 dollars en 2011, celui des matières premières non énergétiques serait en baisse d’environ 14% et la parité euro-dollar se situerait à 1,36. Il est supposé, par ailleurs, une stabilité des recettes du tourisme international et des transferts des MRE à leurs niveaux de 2011 et une légère reprise des investissements directs étrangers de 10% après leur forte baisse de 37,2% en 2011. Concernant les facteurs liés aux conditions économiques intérieures, les hypothèses retenues supposent une production céréalière ne dépassant pas 60 millions de quintaux et intègrent les dispositions annoncées dans le Projet de loi de Finance 2012 en matière des dépenses de fonctionnement et d’investissement.

**1-L’économie nationale en 2011**

L’économie nationale aurait enregistré une croissance de 4,8% en 2011 au lieu de 3,7% enregistré en 2010. Cette reprise s’explique, à la fois, par la hausse de la valeur ajoutée **du secteur primaire de 5%** après une baisse de 2,1% en 2010 etpar **une croissance des activités non agricoles** au même rythme de 4,7% en 2011.

Du côté de la demande, la maitrise de l’évolution des prix à la consommation de 0,9% en 2011 aurait amélioré le pouvoir d’achat des ménages et stimuler la demande intérieure, notamment la consommation des ménages. Celle-ci aurait enregistré une croissance de 6,5% en volume au lieu de 2,2% en 2010, contribuant ainsi pour 3,7 points à la croissance du PIB au lieu de 1,3 point en 2010. La consommation des administrations publiques aurait contribué de 0,3 point. De son côté, la formation brute du capital fixe aurait augmenté de 4,5%, contribuant ainsi pour 1,4 point à la croissance économique. La variation des stocks, en recul en 2011, aurait dégagé une contribution négative à la croissance, d’environ 0,6 point. Globalement la demande intérieure aurait contribué de 4,8 points à la croissance du PIB. La demande extérieure, quant à elle, aurait enregistré une contribution nulle à la croissance après une forte contribution de 3,4 point en 2010.

Au plan de financement de l’économie, le taux d’épargne nationale s’est établi à 28,8% en 2011au lieu de 30,8% du PIB en 2010, alors que l’investissement brut est en légère hausse, pour représenter 35,5% du PIB au lieu de 35,1% en 2010. Par conséquent, le compte épargne-investissement aurait dégagé une accentuation du déficit de financement, se situant à 6,7% du PIB au lieu de 4,3% en 2010. Les finances publiques, de leur côté, auraient été marquées en 2011 par une augmentation du déficit budgétaire, représentant 6,1% du PIB au lieu de 3,7% en 2010.

**2-Perspectives de l’économie nationale en 2012**

Les perspectives économiques pour l’année 2012 ont été élaborées sur la base d’un ensemble d’hypothèses ayant trait à l’évolution de l’environnement international et à la situation économique intérieure.

Dans ce contexte, l’économie nationale devrait enregistrer, selon les hypothèses retenues, un ralentissement de sa croissance en 2012, pour s’établir à 4,1% au lieu de 4,8% en 2011. Les activités non agricole s’accroitraient, globalement de 4,9% alors que le secteur primaire devrait enregistrer une baisse de sa valeur ajoutée de 2,2% en 2012

La demande intérieure devrait continuer de tirer la croissance économique nationale. La consommation des ménages s’accroitrait de 5% en volume, celle des administrations publiques de 2% et la formation brute de capital fixe (FBCF) de 6%. Ainsi, la contribution de la demande intérieure demeurerait globalement élevée, avec 5,4 points de croissance en 2012 au lieu de 4,8 points en 2011. Elle continuerait, ainsi, de bénéficier du soutien budgétaire des prix à la consommation et l’inflation devrait se situer à près de 2,1% en 2012 au lieu de 1,3% en 2011. Quant aux échanges extérieurs de biens et services, ils dégageraient de nouveau une contribution négative à la croissance du PIB, de 1,3 point, notamment en raison de l’ampleur des importations stimulées par l’effet multiplicateur de la demande intérieure.

Au plan de financement de l’économie, le déficit courant des échanges extérieurs devrait atteindre 7,1% du PIB en 2012. Ceci traduit l’écart important entre le taux d’épargne nationale en légère amélioration (29,9% du PIB en 2012) et le taux d’investissement (37% du PIB).

**3-Au terme de ces perspectives économiques pour 2012 : Quelle soutenabilité pour un modèle de croissance économique tiré par la demande intérieure ?**

La question qui se pose pour le Maroc est celle de la problématique de financement de l’économie qui doit être ainsi au cœur des préoccupations de notre pays. La capacité de financement de l’économie s’est détériorée étant donné que le taux de couverture des investissements par l’épargne, qui représentait plus de 109% en 2006, ne dépasse pas aujourd’hui 80%.

Le HCP dans le cadre de ses travaux sur la trajectoire de la réalisation des objectifs du millénaire à l’horizon 2015, a élaboré des perspectives économiques nationales pour analyser la soutenabilté du présent modèle de croissance à moyen terme. Trois scénarios sont établis à cet effet :

* Scénario de référence qui se situe dans le prolongement des tendances passées et des stratégies annoncées ;
* Scénario où l’environnement international évoluerait dans une direction plus contraignante pour l’économie nationale ;
* Scénario de rééquilibrage du modèle de développement

**Scénario de référence :**

Ce scénario prend en considération le coût global des investissements programmés dans le cadre des stratégies sectorielles annoncées, soit approximativement 300 milliards de DH durant la période 2011-2015 (avec une moyenne annuelle de 60 milliards de DH). Il intègre également les effets de la revalorisation des salaires dans le cadre du dialogue social sur les dépenses de fonctionnement.

Les autres hypothèses retenues supposent :

* Le maintien des taux apparents de la fiscalité par rapport au PIB ;
* Une légère baisse du rapport des droits de douane par rapport aux importations;
* Un ratio fixe entre les impôts indirects et autres recettes par rapport au PIB ;
* L’accroissent des dépenses de fonctionnement à leur rythme tendanciel observé entre 2005 et 2011 ;
* Les transferts reçus de l’extérieur (revenus des investissements et transferts) se maintiendraient à près de 7,5% du PIB en moyenne annuelle à l’horizon 2015.
* Le prix du pétrole est supposé être aux alentours d’une moyenne annuelle de 100$ le baril et les taux d’intérêts à l’échelle internationale ne connaitraient pas de changements significatifs.
* Les IDE représenteraient 3% du PIB ;

Dans ce cadre, la croissance économique prévisible serait de 5,5% en moyenne annuelle entre 2011 et 2015, au lieu de 4,8% durant les cinq dernières années. En effet, le taux d’investissement devrait se situer à 36% du PIB en 2015. La consommation finale des ménages devrait continuer à s’inscrire dans son sentier ascendant, avec un rythme de croissance de 5,2% en moyenne annuelle, et celle des administrations publiques enregistrerait une croissance moyenne de 4,2% par an.

Au niveau des échanges extérieurs, les importations des biens et services en volume, sous l’effet de la poursuite du dynamisme de la demande intérieure, s’accroîtraient de 5,6% en moyenne annuelle. Parallèlement, les exportations, en légère amélioration, enregistreraient un taux de croissance de 5,7%. Malgré cette accélération du rythme de croissance des exportations par rapport aux importations, leurs termes d’échange seraient en détérioration et le déficit en ressources serait en conséquence de 14,2% du PIB en moyenne annuelle durant la période 2011-2015.

En ce qui concerne le financement de l’économie, l'augmentation des dépenses publiques (de fonctionnement et d’investissement), conjuguée à un ralentissement anticipé de l’amélioration des recettes fiscales, aggraverait davantage le déficit budgétaire. Celui-ci serait de l’ordre de 6,3% en 2015, soit l’équivalent de presque 70 milliards de DH au lieu de 50 milliards en 2011. Dans ces conditions, l’endettement public direct total s’accroitrait de prés de 7 points en pourcentage du PIB, pour atteindre près de 60% en 2015 (soit un encours de la dette publique directe totale de près de 656 milliards de dirhams en 2015).

Sur le registre des finances extérieures, le maintien des transferts à leur rythme tendanciel par rapport au PIB, face à une sortie de revenus des investissements nets en augmentation, ne permettrait pas de compenser l’accentuation du déficit en ressources. Le solde courant de la balance des paiements continuerait sa détérioration pour passer d’un déficit de 6,6% du PIB en 2011 à 8,5% en 2015. Pour couvrir ce déficit, et sur la base de l’hypothèse retenue pour les IDE d’un montant de 3% du PIB, le niveau de la dette extérieure atteindrait 37,1% du PIB en 2015. Cette évolution impacterait le niveau des réserves de change qui devraient représenter 3,8 mois d’importations de biens et services en 2015.

**Scénario sous contrainte d’un contexte international plus difficile**

La situation macroéconomique risque de s'aggraver davantage par rapport au scénario de référence si l’environnement international devenait plus contraignant pour l’économie marocaine. Nous prenons ici l’hypothèse où les cours du pétrole atteindraient 150 dollars/baril et où les taux d’intérêt sur le marché international reprendraient leur trajectoire ascendante pour se situer à près de 6%, sous l’effet de l’ampleur des dettes souveraines de pays importants de la Zone Euro et des incertitudes sur leur solvabilité.

Dans ce scénario, le déficit budgétaire global risquerait d’atteindre un niveau insoutenable, de l’ordre de 8,9% du PIB en 2015, et le déficit du compte courant extérieur 10% du PIB. Ceci remettrait en cause la solvabilité des finances extérieures et affecterait l’attractivité du Maroc au niveau des marchés internationaux de capitaux.

**Scénario de rééquilibrage**

Cette situation n’est pas fatale. Avec l’évolution que connait son paysage institutionnel et politique, le Maroc est d’autant plus armé pour approfondir les réformes de structure au plan économique et social afin d’assurer à sa croissance économique plus de force et de durabilité, tout en consolidant sa cohésion sociale.

L’incitation à une plus grande contribution du secteur privé, notamment national, à la réalisation des grands chantiers programmés aux niveaux national, sectoriel et régional, aurait un double effet sur le budget de l’Etat, en termes d’allègement du poids des dépenses budgétaires et d’amélioration des recettes publiques.

Selon nos travaux, cette évolution améliorerait la productivité totale des facteurs de près d’un point. Les exportations s’accroitraient de 6,5% par an au lieu de 5,7% dans le scénario de référence. Le taux d’investissement resterait aux alentours de 34,8% du PIB en moyenne durant la période 2011-2015, mais avec une meilleure contribution des investissements privés, notamment, les investissements directs étrangers qui atteindraient 5,1% du PIB à l’horizon 2015.

La croissance économique serait ainsi d’environ 5,8% par an entre 2011 et 2015 au lieu de 5,5%. En outre, le déficit budgétaire et le déficit courant de la balance des paiements se situeraient respectivement à près de 3,7% et 4,2% du PIB en 2015.